



## Maternités : « Un *statu quo* est impossible »

**Périnatalité.** À leur tour, les sociétés savantes tirent la sonnette d'alarme. Le paysage des maternités doit rapidement être réorganisé.

Il assure que c'est un hasard. Quelques jours après la publication très commentée d'un rapport de l'Académie de médecine sur la nécessité d'accélérer la fermeture de certaines maternités, une tribune collective rassemblant toutes les sociétés savantes liées à la grossesse et la naissance allait dans le même sens. Avec quelques nuances.

« Je ne suis pas forcément pour fermer toutes les maternités faisant moins de 1 000 naissances, cela dépend des territoires. Mais il faut absolument regrouper les plateaux techniques, dit le Pr Michel Dreyfus (CHU de Caen), président de la Société française de médecine périnatale. **Le *statu quo* actuel est intenable.** »

« On ne fera pas venir les nouvelles générations de médecins dans les petites maternités de type 1 (sans néonatalogie), insiste-t-il. Ne serait-ce que parce qu'ils veulent exercer dans un environnement sécurisant et avoir un régime de gardes raisonnable. Les maintenir, c'est accepter que les maternités tournent avec des médecins intérimaires étrangers plus ou moins bien formés. Il faut que les gens le sachent. »

Comme l'Académie de médecine, les signataires de la tribune préconi-



Le Pr Michel Dreyfus, président de la Société française de médecine périnatale.

| PHOTO | DR

sent une transformation des anciennes maternités en centres périnataux de proximité où les parturientes seraient suivies avant et après la naissance de l'enfant.

Ils appellent à la tenue d'assises nationales avant qu'un plan gouvernemental n'organise la transformation du paysage. Selon le Pr Michel Dreyfus, si le collège national des sages-femmes ne s'est pas associé à la tribune, c'est « **uniquement parce qu'elles considèrent que tenir des assises, c'est perdre du temps** ».

Philippe RICHARD.



*couchements.* » Les sages-femmes reprochent aussi au rapport de l'Académie une approche trop médicale. « *Les conditions socio-économiques des femmes sont absentes. Ce rapport n'est pas adapté à la vie des gens. Prenez une agricultrice ou une mère de famille ayant déjà des enfants. Elles ne vont pas pouvoir rester dans un hôtel, loin de chez elles, en attendant d'accoucher* », insiste Adrien Gantois, président du Collège national des sages-femmes.

Mais qu'en pensent les usagers ? Si l'association SOS Préma est rattachée à l'avis médical, le Ciane, collectif d'associations, est plus nuancé. « *La question est de savoir comment on construit des parcours de soins sécurisés. Nous n'avons pas de positions de principe sur le maintien ou la fermeture des maternités. Mais si on les concentre sans augmenter les quotas de personnel, c'est catastrophique* », met en garde Anne Évrard, coprésidente du Ciane. Elle rappelle notamment qu'en Suède, pays pris en exemple pour la concentration de ses maternités, le nombre de sages-femmes par femme qui accouche est bien plus élevé qu'en France. ■



Depuis dix ans, la mortalité infantile a augmenté de 7%. Et du côté maternel, on enregistre un décès tous les 4 jours lié à la grossesse, à l'accouchement ou à leurs suites.  
BURGER/PHANIE